

RELANCE DE MOZAMBIQUE LNG :

Derrière ce projet ultra-stratégique pour Total, un désastre humain et écologique assuré

SPEAKERS TOUR EXCLUSIF À PARIS LES 21 & 22 MAI AVEC DEUX REPRÉSENTANT·ES DE JUSTIÇA AMBIENTAL (LES AMIS DE LA TERRE MOZAMBIQUE)

« La situation humanitaire et sécuritaire est chaotique, Total a érigé des murs autour de son projet gazier, et la population est livrée à elle-même ».



Entendez les témoignages des porte-paroles de Justiça Ambiental, **Daniel Ribeiro** et **Kete Fumo**, sur les impacts du projet gazier de Total, Mozambique LNG, au lendemain de sa relance et à la veille des Assemblées générales de Total (prévues le 29 mai à Paris), de Crédit Agricole et de Société Générale (les 20 et 27 mai).

Dans ce contexte d'urgence, ils viennent à Paris pour alerter et interpeller les institutions financières et responsables politiques français sur les **désastres humains et écologiques** dont se rendent responsables l'industrie gazière et ses soutiens dans la province de Cabo Delgado.

Daniel Ribeiro et Kete Fumo pourront également prendre la parole pour alerter sur les impacts du projet de barrage **Mphanda Nkuwa**, porté par EDF et Total dans la province de Tete au Mozambique.

MOZAMBIQUE LNG : UN PROJET MONUMENTAL ET HAUTEMENT STRATÉGIQUE POUR TOTAL

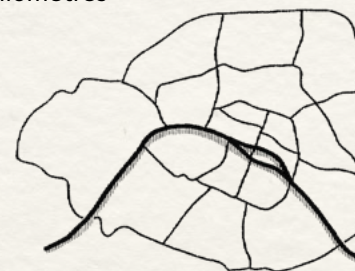
Mozambique LNG est un méga-projet d'extraction et d'exportation de gaz prévu au nord du Mozambique, et opéré par Total depuis 2019.

Des réserves gazières totales de **5 000 MILLIARDS DE M³** au large du Mozambique, soit près de la moitié des réserves des États-Unis.



JUSQU'À 55 PUIXS D'EXTRACTION DE GAZ EN EAUX PROFONDES prévus par Total, à plus de 2 kilomètres sous la surface.

Un parc industriel de **7 000 HECTARES** sur la côte, une superficie comparable à celle de Paris.



Un projet initialement estimé à **20 MILLIARDS DE DOLLARS** et annoncé comme « le plus gros projet d'investissement jamais réalisé en Afrique ».

MOZAMBIQUE LNG :

→ UN PROJET AU CŒUR DE MULTIPLES ACTUALITÉS

Suspendu depuis l'attaque insurgée de Palma en 2021, **Mozambique LNG a été relancé** le **29 JANVIER 2026**¹. Cette relance est ultra-stratégique pour Total, d'autant plus dans le contexte géopolitique de guerre au Moyen-Orient où la mainmise des majors sur de telles ressources gazières s'avère déterminante pour garantir leur place sur le marché du GNL et multiplier leurs profits. Mozambique LNG représente la grosse part du gâteau que la major française s'est taillée dans **les 9^e plus grandes réserves de gaz du monde**.

Pour protéger ses intérêts gaziers, **Total a depuis L'ÉTÉ 2025 transformé son site en forteresse**⁵ – jusque-là gardée par l'armée rwandaise –, **quitte à laisser la population vulnérable face aux attaques d'insurgés** qui ravagent la province et se sont intensifiées en 2025⁶. Le projet est ainsi entouré de murs et de mesures de sécurité drastiques, créant une enclave où personnel et matériel ne sont acheminés que par avion ou bateau.

Pour relancer Mozambique LNG, Total semble avoir pu compter sur **le soutien fidèle de Société Générale et Crédit Agricole**, financeurs du projet depuis 2020. Mais Total a essuyé un lourd revers : le **Royaume-Uni et les Pays-Bas, également financeurs historiques de Mozambique LNG, ont annoncé le 1^{er} DÉCEMBRE 2025** s'en retirer⁷ du fait de ses risques pour les droits humains⁸.

Le Mozambique traverse depuis plusieurs années **une crise humanitaire majeure**, alimentée par un conflit armé prolongé, des déplacements massifs de population, une insécurité alimentaire sévère et des catastrophes climatiques répétées. Depuis 2017, les violences dans le nord ont contraint plus de 2,3 millions de personnes à fuir leur foyer¹². La situation est aggravée par **des chocs climatiques récurrents : en JANVIER 2026, 700 000 personnes ont été touchées par les pires inondations depuis 25 ans dans le sud du pays**¹³.

La relance de Mozambique LNG, bombe climatique qui **émettrait autant que toute l'Union européenne en une année**¹⁴, menace les conditions de vie d'une population déjà surexposée aux risques climatiques. Elle intervient également au lendemain d'une décision juridique historique : **la condamnation le 23 OCTOBRE 2025 de Total pour greenwashing**¹⁵.

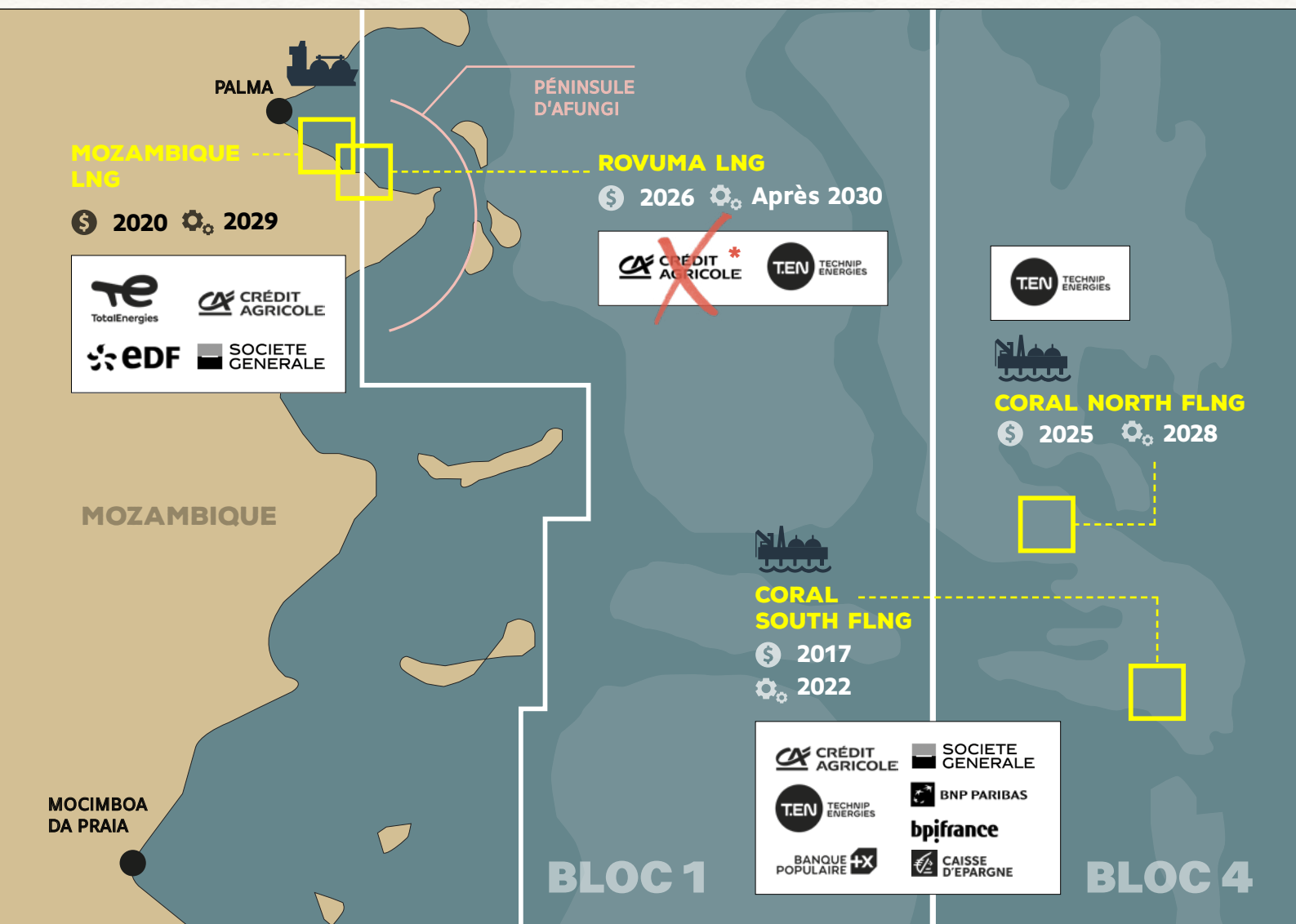
Mais cette relance est aussi **à très hauts risques** puisque la situation humanitaire et sécuritaire sur place reste **explosive**. La sécurisation des intérêts gaziers est conditionnée à la présence permanente de forces militaires. La fragilité et la non-viabilité de cette architecture de sécurité est d'ores et déjà mise en évidence². **Le Rwanda menace aujourd'hui de retirer ses troupes**³, suite au refus acté **FIN MARS 2026** par l'Union européenne de renouveler son soutien financier à ce déploiement militaire⁴.

Mozambique LNG est **au cœur de plusieurs scandales de violations des droits humains et d'accusations d'exactions de masse**⁹ contre des civils, pour lesquelles le groupe est poursuivi en justice. Deux importantes actualités ont eu lieu en **MARS ET NOVEMBRE 2025** : l'ouverture d'une enquête préliminaire pour homicide involontaire¹⁰ et le dépôt d'une nouvelle plainte pour complicité de crimes de guerre contre Total¹¹.

Les investisseurs de Total se réuniront le 29 MAI 2026, pour la première fois depuis le redémarrage de ce projet au cœur de la stratégie du groupe. Cette Assemblée générale est le moment choisi par Total et Société Générale pour sceller une nouvelle fois leur alliance toxique : **le Directeur général de Société Générale, Slawomir Krupa, y sera candidat pour rejoindre le Conseil d'administration de Total**.

LES BANQUES ET ENTREPRISES FRANÇAISES AUX MANETTES DE L'EXPANSION GAZIÈRE AU MOZAMBIQUE

Les réserves situées au large du Mozambique sont principalement aux mains de trois majors – Total, Eni et ExxonMobil – qui portent quatre projets d'extraction et d'exportation de gaz. Total, mais aussi d'autres entreprises françaises, prévoient de profiter de cette manne gazière, et elles peuvent compter sur l'appui de la diplomatie française¹⁶.



LÉGENDE



Plateformes de liquéfaction flottantes Coral South et Coral North FLNG



Parc gazier d'Afungi



Installations gazières onshore et offshore



Champs gaziers



Date (prévue) du financement



Date (prévue) d'entrée en opération

* Crédit Agricole a annoncé en 2024 son retrait du projet Rovuma LNG pour lequel il était conseiller financier.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ET CRÉDIT AGRICOLE

Les deux banques ont participé en 2020 au financement de Mozambique LNG et demeurent impliquées dans le projet, malgré les multiples scandales de violations des droits humains et le retrait du Royaume-Uni et des Pays-Bas. Si, sous pression, ces banques se sont depuis engagées à ne plus financer directement de tels nouveaux projets de GNL, elles n'ont pas renoncé à alimenter massivement cette industrie.



BANQUE POPULAIRE CAISSE D'ÉPARGNE

Le groupe BPCE a refusé de s'engager à ne pas financer les projets gaziers au Mozambique, et peut encore aujourd'hui soutenir directement – via les projets – et indirectement – via les entreprises – l'expansion du GNL aux quatre coins du monde. Il doit de toute urgence se retirer de ce secteur, et confirmer qu'il ne participera pas au financement des projets Coral North FLNG d'Eni et Rovuma LNG d'ExxonMobil.



BNP PARIBAS

BNP Paribas s'est engagée à ne pas financer les nouveaux projets gaziers au Mozambique, Coral North FLNG et Rovuma LNG. Sa politique reste cependant lacunaire en ce qui concerne le GNL : elle ne s'est pas formellement engagée à cesser ses soutiens à tous les projets de GNL, et reste un financeur clé d'entreprises comme Eni, qui est responsable d'une expansion gazière toxique au Mozambique et ailleurs.

LE PROJET MPHANDA NKUWA, UNE MÊME LOGIQUE EXTRACTIVISTE

Le projet Mphanda Nkuwa, méga-barrage prévu sur le fleuve Zambèze, illustre une transition énergétique qui se fait au détriment des populations locales. Signé fin 2023, il associe l'État mozambicain et un consortium incluant EDF et Total, sans consultation préalable des communautés pourtant propriétaires des terres. Selon les informations publiques connues à ce jour, le projet menace d'engloutir 100 km², de déplacer plus de 1 400 familles et d'affecter jusqu'à 350 000 personnes, mettant en péril leurs moyens de subsistance, leur sécurité alimentaire et leurs sites culturels.

La présence de la multinationale Total et de son *pattern* ont de quoi inquiéter. Du gaz au méga-barrage, une même logique extractiviste se déploie, où les ressources sont exploitées au nom du développement, sans bénéfices réels pour les populations locales. Derrière l'étiquette « verte » de l'hydroélectricité, le projet perpétue des mécanismes similaires :

décisions opaques, absence de consentement et impacts sociaux majeurs.

Dans un contexte de tensions croissantes, ce modèle aggrave les inégalités et fragilise davantage le tissu social. Si sortir des énergies fossiles est indispensable, imposer des mégaprojets au mépris des droits n'est pas une solution. Une transition juste suppose de rompre avec ces logiques et de garantir les droits, la participation et la protection des communautés concernées.



**DÉCOUVREZ
LE RAPPORT DU CCDF**



LES INTERVENANT·ES



KETE FUMO

Coordinatrice nationale de la campagne « Say No to Gas » au Mozambique au sein de l'association Justiça Ambiental / Les Amis de la Terre Mozambique. Elle travaille en étroite collaboration avec les communautés affectées par les projets gaziers dans la province de Cabo Delgado.



DANIEL RIBEIRO

Militant depuis plus de 25 ans au Mozambique. Il est biologiste de formation et aujourd'hui expert sur les enjeux d'extractivisme. En 2004, il a joué un rôle déterminant dans la création de Justiça Ambiental. Il y occupe actuellement le poste de directeur technique et de la recherche et mène un travail de long cours pour documenter les impacts de Mozambique LNG.



LORETTE PHILIPPOT

Responsable de campagne « Banques et énergies fossiles » aux Amis de la Terre France. Elle fait campagne depuis 2017 pour endiguer l'expansion gazière au nord du Mozambique, et documente et alerte sur le rôle qu'y jouent les entreprises et notamment les banques françaises.



CLARA ALIBERT

Chargée de plaidoyer « Acteurs économiques » au CCFD-Terre solidaire. Elle travaille sur les impacts du projet de méga-barrage hydroélectrique Mphanda Nkuwa et s'est rendue au Mozambique en 2025, à la rencontre des personnes impactées par ce projet.

INFOS PRATIQUES

→ **LES 21 ET 22 MAI À PARIS.**
Disponibles pour des interviews en anglais ou en portugais. *Lieux et horaires vous seront proposés si vous êtes intéressé·es.*

CONTACT PRESSE

Marion CUBIZOLLES ► *Chargée de relations presse*
marion.cubizolles@amisdelaterre.org ■ 06 86 41 53 43
Lorette PHILIPPOT ► *Chargée de campagne finance privée*
lorette.philippot@amisdelaterre.org ■ 06 40 18 82 84

NOTES

- 1 **Les Amis de la Terre France.** *Relance de Mozambique LNG : les banques françaises appelées à se désolidariser du projet.* Janvier 2026.
- 2 **African Intelligence.** *Cabo Delgado : Maputo refuse de payer les soldats rwandais au grand dam de TotalEnergies et ExxonMobil.* Avril 2026.
- 3 **AP.** *Rwanda threatens to withdraw its counterinsurgency troops from Mozambique.* Mars 2026.
- 4 **Le Monde.** *L'UE ne financera plus la force rwandaise déployée au Mozambique contre les djihadistes affiliés à l'État islamique.* Mars 2026.
- 5 **Reuters.** *TotalEnergies' Mozambique gas 'fortress' fuels local anger and insurgency fears.* Novembre 2025.
- 6 **ACLED.** *Mozambique Conflict Monitor.*
- 7 **Le Monde.** *Le mégaprojet gazier de TotalEnergies au Mozambique perd le soutien du Royaume-Uni et des Pays-Bas.* Décembre 2025.
- 8 **Clingendael.** *Human rights violations by Mozambican security forces in the context of the Mozambique LNG project.* Décembre 2025.
- 9 **Politico.** *Tous doivent être décapités. Révélation sur les atrocités commises dans le bastion africain de TotalEnergies.* Septembre 2024.
- 10 **Les Amis de la Terre France.** *Mozambique LNG : Total visée par une information judiciaire pour homicide involontaire.* Mars 2025.
- 11 **Les Amis de la Terre France.** *TotalEnergies visée par une plainte pénale pour complicité de crimes de guerre, torture et disparitions forcées au Mozambique.* Novembre 2025.
- 12 **Solidarités International.** *Mozambique. Subvenir aux besoins vitaux de la population du Cabo Delgado.*
- 13 **Le Monde.** *Au Mozambique, 700 000 personnes victimes des pires inondations depuis vingt-cinq ans dans le Sud.* Janvier 2026.
- 14 **Friends of the Earth UK.** *Tip of the iceberg: The future of fossil fuel extraction.* Octobre 2021.
- 15 **Les Amis de la Terre France.** *Total condamnée pour greenwashing : un précédent juridique majeur contre la désinformation climatique des majors pétrolières.* Octobre 2025.
- 16 **Les Amis de la Terre France.** *De l'eldorado gazier au chaos. Quand la France pousse le Mozambique dans le piège du gaz.* Juin 2020.



La fédération des Amis de la Terre France, créée en 1970, est une association de protection des droits humains et de l'environnement, à but non lucratif, indépendante de tout pouvoir politique ou religieux. Nous militons pour une transition juste vers des sociétés soutenables au Nord comme au Sud. Notre approche intègre à la fois des problématiques sociales, économiques et environnementales.

Les Amis de la Terre France

Mundo M, 47 avenue Pasteur 93100 Montreuil
+33 1 48 51 32 22
france@amisdelaterre.org

amisdelaterre.org



Acteur historique du changement dans plus de 60 pays, le CCFD-Terre Solidaire agit contre toutes les formes d'injustices. Nous œuvrons pour que chacun voie ses droits fondamentaux respectés : manger à sa faim, vivre dignement de son travail, habiter dans un environnement sain, choisir là où construire sa vie... Un monde plus juste et plus fraternel est déjà en action, car chacun porte en lui une force de changement. Notre engagement pour plus de justice et de solidarité prend racine dans la pensée sociale de l'Église. Par notre action individuelle et collective, nous proposons et soutenons des solutions politiques et de terrain.

CCFD-Terre Solidaire

4, rue Jean Lantier 75001 Paris
+33 1 44 82 80 00

ccfd-terresolidaire.org